



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DOSSIER SPÉCIAL

BANQUES & ASSURANCES



FBF GRAND EST

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE
GARNIER, SON PRÉSIDENT

FINANCEMENT

AINSI FONDS,
FONDS, FONDS

ASSURANCE

LES ENTREPRISES FACE
À LA HAUSSE

OFFRE DE LANCEMENT

ABONNEMENT

100% NUMÉRIQUE

NOUVEAU TARIFS 2023

36€ / par an ~~72€~~



Je m'abonne
en ligne en flashant
le QR code



- + Tous les articles du site en illimité
- + Le journal numérique + (archives)
- + 100% des annonces légales
- + Espace personnalisé
- + Paiement en ligne



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

UNE QUESTION ? Contactez-nous à l'adresse suivante : abonnement@tabletteslorraines.fr



ÉDITO

L'amour du risque... ■



Hausse des taux d'intérêt, même combat pour les primes d'assurance, certaines chimères brandissant le spectre (peu probable, quoique) d'une crise financière suite à l'effondrement de certaines banques étrangères (SVB, Crédit Suisse, Deutsche Bank). Pas la peine d'en jeter plus pour réussir à faire planer un vent de panique général sur les marchés et ailleurs. C'était le cas, il y a

encore quelques semaines. Les choses semblaient s'être taries mais c'est un peu comme un tremblement de terre, il y a toujours des répliques et l'épicentre varie. Pas besoin d'une théorie de tectonique de plaques financières pour légitimement s'interroger sur les évolutions à venir, les notes de conjoncture suffisent. L'écosystème entrepreneurial et son comportement semblent confirmer que la tendance actuelle (et surtout celle à venir) pourrait être plus que délicate. «*Depuis le début de l'année, nous commençons à ressentir un ralentissement sur l'investissement des entreprises, des prémices avaient déjà été enregistrées à la fin 2022*», assure Dominique Garnier, le directeur général de la BPALC et également président du Comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française. Des crédits d'équipements qui commencent donc à se tarir dans la région, un signe ? Peut-être et avec une légitime interrogation sur la réelle solidité de certains acteurs financiers actuels. La restructuration de dettes d'entreprises, notamment de grands groupes, commencent réellement à peser pour certains organismes bancaires. Il est certain, même si bon nombre souhaite minimiser la chose, que le renchérissement des conditions financières entraîné par la hausse des taux de la Banque centrale européenne (BCE) va forcément impacter l'économie réelle, celle des territoires. C'est déjà le cas, mais pour le moment, tout va encore bien ou presque. La solidité annoncée du système bancaire hexagonal et régional s'apparente à un gage de sécurité. Les banques régionales sont solides avec des résultats de l'an passé quasi historiques permettant une maîtrise du risque quasi optimale. Maîtriser le risque, jusqu'à quand ?

Emmanuel VARRIER

« **La hausse des taux va forcément impacter l'économie réelle, celle des territoires.** »

Sommaire

Dominique Garnier, président du Comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française : «*les banques régionales sont solides*» **12**

Banques : la bonne image «phygitale» **13**

Assurance : l'assurance-crédit pour garantir les impayés..... **14**

Numérique : l'importance de la cybersécurité dans la digitalisation du secteur bancaire **16**

Bpifrance Grand Est : financer, c'est bien, accompagner c'est mieux **18**

Cryptomonnaie : le marché des crypto-actifs, vers une législation harmonisée à l'échelle européenne..... **22**

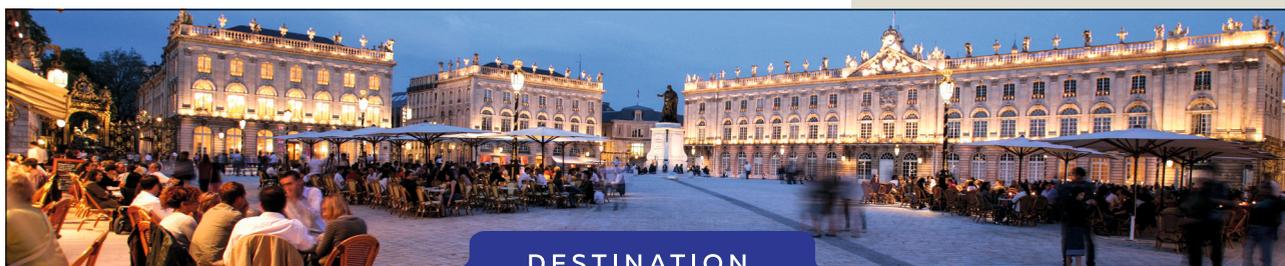
Financement participatif : le crowdfunding, plus qu'une simple alternative **24**

Investissement : ainsi fonds, fonds, fonds..... **25**

Assurance : des primes d'assurance en hausse, un fardeau financier pour les entreprises..... **26**

Financement : l'accès au crédit bancaire demeure ouvert **27**

Investissement : transition toute pour la Banque des Territoires..... **28**



DESTINATION
➔ **NANCY**

Place Stanislas

- Une destination responsable, à 1h30 de Paris en TGV, où tout se fait à pied
- Deux équipements complémentaires : le CENTRE DE CONGRÈS PROUVÉ et le PARC DES EXPOSITIONS
- Une équipe à votre service, le CONVENTION BUREAU pour faciliter l'organisation d'événements professionnels
- Un OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN situé Place Stanislas pour la promotion touristique



www.destination-nancy.com

métropole
GrandNancy



DOMINIQUE GARNIER, PRÉSIDENT DU COMITÉ DES BANQUES GRAND EST DE LA FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

«Les banques régionales sont solides» ■



«Depuis le début de l'année, nous commençons à ressentir un ralentissement de l'investissement des entreprises», assure Dominique Garnier, le président du comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française.

Les Tablettes Lorraines : Dans le climat conjoncturel que l'on connaît et par rapport à certains épisodes plus qu'inquiétants pour certaines banques étrangères, certains analystes évoquent même la possibilité d'une crise financière en provenance des États-Unis, les banques régionales sont-elles solides ?

Dominique Garnier : Il faut comparer ce qui est comparable ! La notion de crise financière à venir que certains peuvent évoquer, je n'y crois pas un seul instant ! Oui, les banques françaises et les banques régionales sont solides. Elles ont la capa-

APRÈS UNE ANNÉE 2022 JUGÉE COMME QUASI HISTORIQUE EN TERMES DE RÉSULTATS, LES ORGANISMES BANCAIRES DE LA RÉGION S'ATTENDENT À UNE AUTRE DONNE POUR L'ANNÉE EN COURS DU FAIT DE LA CONJONCTURE ACTUELLE ET CERTAINES INCONNUES NOTAMMENT SUR LA SPHÈRE INTERNATIONALE. ENTRE INFLATION, HAUSSE DES TAUX, INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES EN RECUL UN CAP DÉLICAT À FRANCHIR MAIS LOIN D'ÊTRE INSURMONTABLE. LE POINT AVEC DOMINIQUE GARNIER, LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DES BANQUES GRAND EST DE LA FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE.

citée à absorber les chocs conjoncturels et les risques et surtout les anticiper pour y faire face. Elles peuvent continuer à accompagner et à prémunir leurs clients aussi bien professionnels que particuliers. L'an passé, l'ensemble des banques régionales a bouclé l'exercice 2022 avec des résultats quasi historiques. Il n'y a pas d'inquiétudes à avoir sur le système bancaire français même si aujourd'hui il y a un cap à franchir un peu délicat.

La hausse des taux, aussi bien réglementés que de marchés, inquiètent fortement. La situation va-t-elle perdurer ?

Cette hausse des taux est surtout le fait de la volonté des banques centrales de lutter contre une inflation jugée galopante. L'évolution des taux va avoir un impact certain sur la situation économique globale et naturellement sur les comptes de résultats des banques. Conséquence directe pour les banques, le coût de la collecte et le coût des refinancements se sont retrouvés dès le début de l'année 2022 à être durablement supérieures au prix des crédits dont l'augmentation ne peut être que progressive, d'autant plus pour ce qui est des crédits immobiliers encadrés par l'usure. C'est dans ce secteur spécifique de l'immobilier que les plus importantes interrogations se posent. Les taux vont continuer à monter encore pendant un certain temps. Mais à y regarder de plus près, c'est quasiment une phase de rééquilibrage après des années de taux extrêmement bas. Il y a à peine une dizaine d'années, les taux que nous connaissons actuellement étaient quasiment la norme.

Les PGE (Prêts garantis par l'État) ont été fortement sollicités par les entreprises à l'occasion de la crise sanitaire, certaines inquiétudes étaient présentes sur le fait de leur remboursement. Leur remboursement s'effectue-t-il dans la région ?

Le remboursement de cette typologie de prêts s'opère progressivement dans une grande majorité des cas. Il est notable que des dossiers entrent aujourd'hui en contentieux. Les difficultés et les entrées en contentieux ont retrouvé leur niveau de 2019. Ce qui n'a rien d'exceptionnel, ni d'alarmant.

Les entreprises régionales continuent-elles d'investir ?

L'an passé les crédits d'équipements étaient en forte hausse. Depuis le début de l'année, nous commençons à ressentir un ralentissement sur l'investissement des entreprises, des prémices avaient déjà été enregistrées à la fin 2022. Il y a moins de volume de crédits. Au niveau régional, la Fédération bancaire française est en lien direct et constant avec l'écosystème économique et entrepreneurial pour prendre le pouls de l'activité et ainsi pouvoir anticiper les éventuelles problématiques à venir que les chefs d'entreprise nous font remonter. Quand l'économie régionale va bien, les banques régionales se portent bien.

Emmanuel VARRIER



La hausse des taux, enregistrée depuis la fin de l'année dernière, devrait perdurer encore quelques temps.

« La notion de crise financière à venir que certains peuvent évoquer, je n'y crois pas un seul instant. »

Dominique Garnier, le président du comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française.



ÉTUDE FBF-IFOP DANS LE GRAND EST

Banques : la bonne image «phygitale»

CHAQUE ANNÉE, LA FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE (FBF) FAIT PARAÎTRE UNE ÉTUDE, AVEC L'IFOP, INTITULÉE «LES FRANÇAIS, LEUR BANQUE, LEURS ATTENTES». DANS LA RÉGION, 89 % DES CLIENTS POSSÈDENT UNE BONNE IMAGE DE LEUR BANQUE.

 Banquiers, on vous aime ! 89 % des habitants de la région ont une bonne image de leur banque et 90 % de leur conseiller. Ces chiffres sont tirés de l'étude annuelle réalisée par la Fédération bancaire française (FBF) avec l'Ifop, «Les Français, leur banque, leur attentes.» Dans la région, 64 % des habitants possèdent un compte dans une seule banque et ont, pour 43 %, un ou plusieurs crédits. Ils se rendent en agence une à deux fois par an (pour 32 %). 10 % se rendent plusieurs fois par mois dans leur banque. Ils étaient 62 % en 2007. Constat établi : la notion de proximité a changé. Bon nombre d'organismes bancaires parlent du fameux «phygital», mêlant proximité physique et proximité digitale. «79 % des habitants du Grand Est assurent que la banque est un modèle à la fois physique et digital. Les

modes de contact sont multiples : email pour 40 %, site internet de la banque pour 36 %, téléphone pour 23 %», peut-on lire dans cette étude.

SECTEUR STRATÉGIQUE

Cette notion aujourd'hui ancrée de «phygital» s'est vue accentuer depuis la crise sanitaire. Huit répondants sur dix reconnaissent le caractère innovant des banques et estiment que cela continue à aller dans le bon sens. «La crise sanitaire a encouragé 33 % des habitants de la région à consulter le site internet ou l'application de leur banque plus fréquemment qu'avant. L'utilisation du sans contact est plus fréquente qu'avant la crise pour 61 % des personnes. Ces usages sont stables depuis 2021, après la phase d'accélération pendant la crise



79 % des habitants de la région assurent que la banque est un modèle à la fois physique et digital (source : Étude FBF-Ifop 2023).

sanitaire.» Autre enseignement de cette étude : l'image des banques apparaît se consolider. «77 % des habitants du Grand Est considèrent que les banques financent les entreprises françaises, 74 % qu'elles sont résilientes, 73 % qu'elles sont performantes et un atout pour l'économie du pays.» 80 % des habitants de la région assurent que le secteur bancaire est stratégique. Ils le placent en première position devant l'alimentation et l'énergie.

Emmanuel VARRIER

Sdib, des environnements de travail innovants prêts à relever les défis d'aujourd'hui et de demain



imaginer, concevoir & maintenir vos espaces de travail

1 Ingénierie de l'espace

2 travaux clés en main

3 Technologie tertiaire

4 mobilier de bureau

5 services dédiés

9 ans

C'est la durée que nous passons assis au bureau, une raison suffisante pour accorder au siège toute son importance!

1 travailleur sur 2

souffre du dos au moins 1 fois par mois principalement à cause d'une mauvaise posture de travail.

1 mal de dos sur 5

conduit à un arrêt de travail et donc à un coût pour l'employeur.

Et si vous preniez soin de votre dos pour le prix d'une dosette de café ? Découvrez nos solutions de financement

Sdib - Metz Lorraine Nord
Tél. 03.87.18.03.03
metz@sdib.fr
www.sdib.fr

Sdib - Nancy Lorraine Sud
Tél. 03.83.98.13.23
nancy@sdib.fr
www.sdib.fr

Steelcase
2022 Platinum Partner



ASSURANCE

L'assurance-crédit pour garantir les impayés ■

DESTINÉE À TOUTES LES TAILLES D'ENTREPRISES (TPE, PME, ETI ET GRANDS COMPTES), L'ASSURANCE-CRÉDIT PERMET DE GARANTIR LES IMPAYÉS, SIGNALONS QU'EN FRANCE, CHAQUE ANNÉE, UNE ENTREPRISE SUR QUATRE CESSE SON ACTIVITÉ EN RAISON D'IMPAYÉS OU DE PERTE D'UN OU DE PLUSIEURS ACHETEURS.

Souvent appelée garantie contre le non-paiement des créances, l'assurance-crédit couvre le crédit fournisseur qui correspond aux créances avec délais de paiement. Elle ne couvre pas en revanche les financements et les crédits bancaires, qui sont garantis par un autre type d'assurance, appelée assurance solde restant dû.

TROIS PRESTATIONS

L'assurance-crédit offre aux assurés trois prestations : la prévention et la surveillance du risque client par le contrôle et la gestion des menaces de crédit. La compagnie effectue aussi la relance, la récupération et l'encaissement des facturations fournies pour optimiser et recouvrer les créances commerciales. Elle propose, par ailleurs, une indemnisation des pertes jusqu'à 90 % du montant HT et à 100 % ou cas où la créance est récupérée entièrement.

AVANTAGES DE L'ASSURANCE-CRÉDIT

Les clauses et les franchises du contrat d'assurance-crédit permettent à l'entreprise de limiter ses potentiels à travers le partage de risque et de la responsabilité entre l'assureur et l'assuré. L'assurance-crédit protège l'entreprise contre les risques commerciaux et politiques, améliore ses résultats et aide à évoluer en réduisant le risque d'insolvabilité inattendue de la clientèle. Elle améliore l'accès au financement de l'entreprise, protège son portefeuille de débiteurs et minimise le risque d'attirer de nouveaux prospects. Cette garantie donne à l'entreprise la confiance pour accorder à ses nouveaux



clients des crédits et protège l'activité contre le non-paiement des acheteurs et de leurs dettes commerciales, engendrées suite à un défaut de paiement prolongé ou ce qu'on appelle insolvabilité présumée.

COMMENT FONCTIONNE L'ASSURANCE-CRÉDIT ?

La compagnie d'assurance-crédit évalue et surveille quotidiennement la situation financière des entreprises clientes et lance, en cas de factures impayées, toutes les démarches amiables et judiciaires de recouvrement. Si le délai de carence est dépassé et que l'assureur n'arrive pas à récupérer le montant de la créance, la compagnie indemnise l'assuré conformément au contrat.

COMBIEN COÛTE UNE POLICE D'ASSURANCE-CRÉDIT ?

Une police est un contrat d'assurance-crédit, établie par un assureur crédit dans le but de protéger les actifs des entreprises, de les aider à assurer leur activité et à leur faciliter l'accès au financement. Elle est calculée à partir d'un pourcentage du chiffre d'affaires assurable qui peut varier entre 0,1 et 1%. Ce pourcentage dépend de plusieurs facteurs : nombre, type et qualité des clients, chiffre d'affaires assurable,

pays à assurer, secteur d'activité, montant de la franchise et nombre de sinistres.

LES COUVERTURES DE GARANTIES LES PLUS COURANTES

L'assurance-crédit permet de couvrir la totalité ou une partie des pertes dues au non-paiement des biens ou de services par un client. Adaptée aux besoins de l'assurée, cette garantie protège notamment les structures qui sont incapables de payer en raison de leur solvabilité, d'un risque politique ou encore d'un défaut de règlement. Les entreprises peuvent déterminer le montant de la sûreté et choisir de couvrir soit l'ensemble du portefeuille ou une partie. Parmi les couvertures de garantie impayée, la couverture «globale sur l'ensemble du chiffre d'affaires», qui couvre tous les prospects de l'entreprise, la couverture «grands comptes», qui vise à assurer les plus gros clients, dont la défaillance pourrait impacter négativement l'activité, «acheteur unique», destinée à une seule société cliente, choisie couramment par les assurés, dont la majorité de leurs ventes proviennent d'un seul prospect, et «transactionnelle», dédiée aux entreprises, qui comptent un seul consommateur et permet d'assurer le non-paiement pour chaque transaction.

JM

VOTRE ACTIVITÉ À L'INTERNATIONAL EN TOUTE SÉCURITÉ

Entreprendre à l'international n'est pas réservé aux grandes entreprises. De nombreuses PME/PMI se tournent vers l'exportation pour trouver de nouvelles sources de développement.

Développer une activité hors des frontières nationales, c'est aussi s'exposer à des risques nouveaux qui peuvent fragiliser ou mettre en cause la pérennité de l'entreprise.

La gestion de ces risques passe notamment par l'accompagnement d'un assureur spécialisé qui saura mettre en place les couvertures adaptées.

Bénéficiez de l'expertise d'un assureur spécialiste des risques à l'international

- **Une analyse approfondie des risques de l'entreprise :** activités, pays concernés, modes de distribution (en direct, via des distributeurs ou des implantations).
- **La rédaction d'un programme d'assurance complet adapté** à vos activités et à vos projets de développement à l'international.
- **Une analyse comparative** avec les solutions en place.
- **Un accompagnement** dans la souscription et la gestion de vos contrats d'assurance.

03 83 40 18 23

info@hinault-assurances.com
11 bis av. de Boufflers 54000 Nancy
Orias n°07013455 - Agent général


Jean-Claude Hinault
assurances



NUMÉRIQUE

L'importance de la cybersécurité dans la digitalisation du secteur bancaire ■

DE NOS JOURS, LA DIGITALISATION EST INCONTOURNABLE POUR LES ENTREPRISES AINSI QUE LES DIFFÉRENTS ACTEURS ÉCONOMIQUES. LES BANQUES RECOURENT DE PLUS EN PLUS À LA TRANSFORMATION DIGITALE AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX DÉFIS STRATÉGIQUES ET STRUCTURELS, DONT LE SECTEUR FAIT FACE. EN REVANCHE, LES ÉTABLISSEMENTS DE FINANCEMENT DOIVENT FAIRE PREUVE DE VIGILANCE QUANT À LA RECRUESCENCE DES CYBERATTAQUES CONSTATÉES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES.

La digitalisation est actuellement perçue comme une nécessité pour le secteur bancaire. La migration vers le digital offre aux usagers bancaires, en quête des services personnalisés et accessibles 24h/24, de nombreux avantages alliant simplicité et rapidité. Elle permet aux clients de réaliser leurs opérations en ligne et de bénéficier d'un service 100 % numérique. En raison de la crise sanitaire mondiale, les banques ont opté pour l'accélération de leurs plans de transformation numérique afin de s'adapter aux nouveaux modes de consommation de leurs clients et de mieux répondre à leurs besoins. Certes, la digitalisation représente de nombreux avantages pour les usagers et les banques, néanmoins elle engendre des risques de cyberattaques.

LES BANQUES FRANÇAISES LUTTENT CONTRE LES CYBERATTAQUES

Chaque année, de nombreux Français sont victimes de fraudes aux données bancaires. Selon une étude menée par la Fédération Bancaire Française, les clients ont acquis de bonnes pratiques leur permettant de protéger leurs données bancaires. Cependant, ils adoptent toujours de mauvais réflexes engendrant des tentatives de fraude. En ce sens, 45 % des Français ont déjà enregistré leurs coordonnées bancaires sur un site internet pour réaliser des achats en ligne et 32 % ont déjà transmis leurs données par mail à un proche. 20 % des participants à l'étude ont affirmé qu'ils ont déjà envoyé leurs coordonnées bancaires suite à la réception d'un mail. Les banques françaises prennent la fraude et les cyberattaques aux sérieux afin de protéger les données de leurs clients. C'est pour cette raison qu'elles adoptent des pratiques avancées en matière de cybersécurité tout en investissant dans la technologie et dans les mesures de



La protection des données client fait partie des priorités des banques françaises.

sécurité. L'Observatoire sur la Sécurité des Moyens de Paiement (OSMP) vient de valider 13 recommandations autour de la fraude. L'objectif étant de renforcer la lutte contre les escroqueries, mais également de sensibiliser les consommateurs. De son côté, la profession bancaire compte accompagner ces instructions par une diversité de mesures, qui sera déployée prochainement par les banques, pour améliorer les processus existants de traitement et d'information clientèle. La finalité est de préciser les informations et les messages transmis aux clients afin de leur permettre de réaliser leur opération sans aucun doute, en particulier celles réalisées via leur application bancaire. «La sécurité des données et des fonds des clients est une priorité absolue pour les banques. Ces recommandations de l'OSMP viennent compléter une stratégie multiple de la profession, de la prévention à la poursuite des auteurs d'escroqueries. La vigilance des consommateurs est également centrale et c'est pourquoi la profession est particulièrement active dans

la sensibilisation et l'information ; leur renforcement est ainsi un axe central de notre action. La mobilisation de toutes les parties prenantes est essentielle dans la lutte contre la fraude et nous nous félicitons qu'à ce sujet le rôle des acteurs du secteur des technologies et de l'information ait été souligné», explique Maya Atig, directrice générale de la Fédération Bancaire Française. La Fédération Bancaire Française a lancé, en avril dernier, une grande campagne de prévention en presse écrite, radio, et même sur Internet. Cette initiative vient compléter l'ensemble des actions de sensibilisation mises en place par les banques pour lutter contre les fraudes. Par ailleurs, une opération inédite sur Instagram a été lancée récemment afin de sensibiliser les jeunes, âgés de 23 à 35 ans, aux cybermenaces. Intitulée «Fraude Fight Club», cette campagne a été mise en place par les banques, le groupement d'intérêt de lutte contre la cybermalveillance, la Banque de France, ainsi que des entreprises du secteur privé.

MH

La Caisse d'Epargne Grand Est Europe lance



les trophées investir

L'AVENIR | CLIMAT ÉNERGIE
MOBILITÉ BIODIVERSITÉ

EN PARTENARIAT AVEC

Le Mensuel
éco Grand Est

5 DÉCEMBRE 2023
CENTRE PROUVÉ
NANCY

***Vous êtes une entreprise
engagée dans la transition
environnementale ?***

Déposez votre candidature sur

www.trophees-avenir.fr



**CAISSE
D'ÉPARGNE**
Grand Est Europe



BPIFRANCE GRAND EST

Financer, c'est bien, accompagner c'est mieux ■

STABILISATION DU FINANCEMENT MOYEN ET LONG TERME, CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ DE GARANTIE, UN FINANCEMENT DE L'INNOVATION AFFICHANT DE BELLES PERFORMANCES, BPIFRANCE GRAND EST, BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT, ASSURE ENREGISTRER UNE FORTE CROISSANCE DANS TOUS SES MÉTIERS MALGRÉ UNE SITUATION ÉCONOMIQUE DIFFICILE. LE TOUT AVEC UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ.



«Les entreprises ambitieuses continuent d'être ambitieuses et se mettent en mouvement.

Nous constatons une belle énergie, une bonne dynamique pour faire face aux transitions au sens large du terme.» Bernard Nicaise, le directeur du réseau Bpifrance Grand Est affiche un optimisme à toute épreuve avec à l'appui le bilan régional de l'an passé de la banque publique d'investissement. Un bilan sans appel, tous les indicateurs sont bons voire même très bons dans tous les métiers de l'organisme bancaire (financement, garantie, financement de l'innovation, investissement direct et investissement en fonds, accompagnement et création). Dans le détail, le financement moyen et long terme se stabilise avec 605 M€ injectés dans 577 entreprises pour financer des projets de développement. «Après la période difficile de la crise sanitaire, le tissu des entreprises s'est recomposé, il s'est assaini. Les chefs d'entreprise se renforcent et l'on perçoit bien ce mouvement de transition car ils ont compris l'intérêt de prendre les différents virages actuels à l'image de la transition énergétique.» Exemple typique avec le Prêt Climat (l'un des leviers des Prêts sans garantie, produit phare du réseau de la banque) qui affiche

les 830 M€ pour financer des projets améliorant l'impact environnemental et énergétique des entreprises. Au total les Prêts sans garantie représentent 337 M€ décaissés dans 420 projets. Les crédits avec garantie affichent, eux, une hausse de 3 % avec 830 M€ d'avances pour le compte de 570 PME et TPE. «Le nombre d'entreprises bénéficiaires ainsi que le niveau de risque assumé par Bpifrance sont en croissance, respectivement de + 41 % et + 20 %.»

INNOVATION ET TRANSITIONS

Le financement de l'innovation affiche également une belle performance l'an passé. «L'activité de financement de l'innovation s'est élevée en 2022 à 278 M€ dans la région. 369 entreprises ont bénéficié des aides et prêts déployés par notre réseau.» Les aides à l'innovation structurelles sont stables avec 45 M€ pour 226 entreprises. «Le soutien à la Deeptech et l'industrialisation des start-up a été spécifiquement renforcé : + 70 % pour les bourses French Tech Emergence et les Aides au développement Deeptech dans la région.» Côté investissement en fonds propres directs et indirects, Bpifrance a investi ou réinvesti en direct dans une douzaine d'entreprises de la région. Elle est intervenue en fonds



«Former, mettre en réseau, auditer et conseiller, sont les trois piliers de notre mission d'accompagnement», assure Bernard Nicaise, le directeur du réseau Bpifrance Grand Est.

propres dans 44 entreprises pour un montant de 311 M€. Présents dans des fonds partenaires, 81 M€ ont ainsi été souscrits dans une dizaine de fonds régionaux ou interrégionaux actifs dans le Grand Est, «dont huit aux côtés de la Région, ayant permis de mobiliser un montant total de souscriptions publiques et privées de 300 M€.» Seul bémol dans le chapitre financement pur, une baisse de l'activité export. L'explication ? «Le nombre d'opérations en assurance-crédit garantie des cautions et préfinancement et assurance-change est en retrait en raison d'un contexte peu favorable aux exportateurs de biens d'équipements. La superposition des crises, notamment le conflit en Ukraine, a largement impacté la projection des PME-ETI à l'international qui s'est traduit par une absence d'activité du Crédit Export l'an passé dans la région.» Au final, un bilan plus que bon, à confirmer cette année...

Emmanuel VARRIER



Les entreprises ambitieuses continuent d'être ambitieuses et se mettent en mouvement. Nous constatons une belle énergie, une bonne dynamique pour faire face aux transitions au sens large du terme.

Bernard Nicaise, le directeur du réseau Bpifrance Grand Est.



Accélération de l'accompagnement ■

Transition énergétique et environnementale et réindustrialisation ! Ce sont les deux axes de développement stratégique mis en avant par Bpifrance Grand Est dans son métier d'accompagnement. «Former, mettre en réseau, auditer et conseiller, sont les trois piliers de notre mission d'accompagnement», assure Bernard Nicaise, le directeur du réseau Bpifrance Grand Est. Une trentaine d'entreprises de la région sont présentes dans les accélérateurs des filières industrielles notamment via le programme conjoint développé par Bpifrance et Le Cetim (Centre technique des industries mécaniques) pour accompagner le passage à l'industrie du futur. Côté transition «verte», près de 90 diagnostics Action Climat ont été réalisés l'an passé et une vingtaine de VTE (Volontariat territorial en entreprises) ont été signés «permettant aux dirigeants de PME de recruter des jeunes talents pour les accompagner sur des projets de transition environnementale.»



Un beau succès pour la soirée d'été du MEDEF 54

De nombreux acteurs du monde économique local ont participé à la soirée d'été du MEDEF 54, le mercredi 21 juin à l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange pour une soirée sur le thème du "Grand Bouleversement".



Pascal PERRI, économiste et écrivain, Hélène BOULANGER, présidente de l'Université de Lorraine

Alexandre POPLAVSKI, rédacteur en chef adjoint de l'Est Républicain, le Républicain Lorrain, Vosges Matin, Gilles CAUMONT, président du MEDEF de Meurthe-et-Moselle, Mathieu KLEIN, président de la Métropole et Julien LE GOFF, sous-préfet, ont partagé leurs positions face aux bouleversement actuels.

L'intelligence Artificielle semble être un "outil à apprivoiser", qu'il faut voir comme une assistance ou un gain de temps, affirme Hélène BOULANGER. En effet, elle considère qu'il faudrait revoir les programmes ou encore les formes d'examens et non pas interdire cette aide aux étudiants.

Le président du MEDEF, quant à lui, est persuadé que nous nous habituerons aussi à cette forme d'assistanat, tout comme avec internet en son temps, et rejoint le chroniqueur Pascal PERRI pour qui, l'histoire du travail est associé à l'histoire des outils, l'économie étant la capacité à utiliser efficacement des ressources de plus en plus rares.



Crédit photographe : l'œil créatif

A venir dès la rentrée :

Avec le MEDEF de Meurthe-et-Moselle, l'effcience continuera dès septembre avec des thématiques telles que :

L'**optimisation** du potentiel humain de son entreprise, les aides régionales pour la **transition numérique**,

ainsi que la **cybersécurité**.

Et bien d'autres encore....

Pour recevoir nos invitations :

Appelez-nous au 03 83 95 65 30

Rendez-vous sur :

www.medef-meurthe-moselle.fr



UNE BONNE ORGANISATION DIGITALE

Episode 2 : L'automatisation des flux bancaires ■



LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE REQUIERT DE REPENSER LA FAÇON DONT L'ACTIVITÉ EST GÉRÉE DANS L'ENTREPRISE, CE QUI ENTRAÎNE DES MODIFICATIONS PROFONDES DANS TOUS LES MÉTIERS ET PROCESSUS, Y COMPRIS LA GESTION DES FLUX BANCAIRES. DE FAIT, TOUT COMME LA GESTION DU TRAITEMENT DES FACTURES, LE CYCLE BANCAIRE PRÉSENTE DES RISQUES POUR L'ENTREPRISE. IL DEVIENT ESSENTIEL DE METTRE EN PLACE DES WORKFLOWS AFIN DE CONSERVER UNE TRACE ET UN SUIVI DES FLUX D'INFORMATION, TOUT EN OPTIMISANT VOTRE ACTIVITÉ.

POURQUOI AUTOMATISER SES FLUX DE BANCAIRES ?

L'automatisation des flux bancaires présente plusieurs avantages importants pour vous, dirigeant d'entreprise.

L'automatisation des flux bancaires permet d'économiser du temps précieux. Les opérations récurrentes telles que le paiement des factures mensuelles, les transferts d'argent réguliers ou la gestion des salaires peuvent être programmées pour s'exécuter automatiquement, ce qui réduit la nécessité de les traiter manuellement à chaque fois.

En automatisant les flux bancaires, vous minimisez les erreurs humaines qui peuvent survenir lors de la saisie manuelle des informations financières. Les transactions sont effectuées avec précision et régularité, ce qui réduit le risque d'omissions ou d'erreurs de calcul. En programmant les paiements réguliers à temps, vous évitez les retards de paiement et les pénalités associées.

L'automatisation des flux bancaires vous permet d'avoir une meilleure visibilité sur les finances de l'entreprise. Vous pouvez alors facilement suivre les flux de trésorerie, gérer les paiements réguliers et prévoir les dépenses futures. Cela simplifie également la tenue des registres financiers et facilite la gestion budgétaire.

Il convient de noter que malgré les nombreux avantages de l'automatisation des flux bancaires, il est important de continuer à surveiller régulièrement ses comptes et ses relevés bancaires pour détecter toute activité suspecte ou erreur éventuelle.

COMMENT METTRE EN PLACE L'AUTOMATISATION DES FLUX BANCAIRES ?

La mise en place d'une organisation digitale efficace pour gérer les flux bancaires de votre entreprise peut être réalisée en suivant les étapes suivantes :

Évaluation des besoins : Identifiez les besoins spécifiques de votre entreprise en termes de gestion des flux bancaires. Cela peut inclure la gestion des paiements entrants et sortants, l'automatisation des paiements, la récupération des relevés bancaires, la synchronisation du compte bancaire avec un outil, etc.

Recherche de solutions logicielles : Explorez les solutions logicielles disponibles sur le marché qui répondent à vos besoins. Comparez les fonctionnalités, les coûts et la compatibilité avec vos systèmes existants.



ASTUCE YZICO

Assurez-vous que votre solution puisse être intégrée à d'autres logiciels de votre entreprise, tels que votre outil de comptabilité ou de gestion financière. Cela favorisera l'échange d'informations en temps réel et évitera la duplication des tâches. Votre expert-comptable peut vous accompagner dans cette démarche.

Sécurité des données : Veillez à mettre en place des mesures de sécurité robustes pour protéger les informations sensibles et les données financières de votre entreprise. Utilisez des outils de chiffrement, des pare-feux, des mots de passe forts, et limitez l'accès aux données uniquement aux personnes autorisées.

Suivi et évaluation : Surveillez régulièrement l'efficacité de votre organisation et identifiez les domaines qui nécessitent des améliorations pour y apporter les ajustements nécessaires.

En suivant ces étapes, vous serez en mesure de mettre en place une organisation digitale efficace pour gérer les flux bancaires de votre entreprise. Cela vous permettra de gagner en efficacité opérationnelle, d'améliorer la visibilité de vos finances et de réduire les risques liés à la gestion des flux bancaires. Cette nouvelle organisation vous offrira une nouvelle opportunité de repenser la gestion de votre poste fournisseur, que nous abordons dans l'épisode n°3 « Une bonne organisation digitale ».

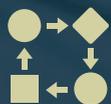
Mélanie SCHWARTZ,

Chargée de solutions numériques chez Yzico

Découvrez les 5 raisons de démarrer votre transformation digitale maintenant en scannant le QR code :



5 raisons de démarrer votre transformation digitale maintenant



01 Faire le choix d'une organisation optimale et agile



02 Piloter avec efficacité votre business



03 Être proactif sur la réglementation & l'administration fiscale



04 Améliorer votre compétitivité



05 Vous créer des opportunités

Et si on en discutait ?

Yzico.fr



Comptabilité & Gestion
Juridique & Fiscalité
Social & RH
Dirigeant & Vie personnelle
Audit & Organisation
Digital & Innovation



CRYPTOMONNAIE

Le marché des crypto-actifs, vers une législation harmonisée à l'échelle européenne

MÉCONNU DU GRAND PUBLIC, L'UNIVERS DES CRYPTOMONNAIES ATTIRE UN GRAND NOMBRE D'INVESTISSEURS ET DE TRADERS SOUHAITANT PROFITER DE CES DEVISES VIRTUELLES. IL S'AGIT D'UN ACTIF NUMÉRIQUE PROPRE AU SECTEUR PRIVÉ QUI REPOSE SUR LA CRYPTOGRAPHIE.

Bien qu'il soit indéniable que le monde de la cryptomonnaie a connu une croissance exponentielle ces dernières années, celui-ci semble être dans la tourmente face aux nombreuses crises qu'il a subi en 2022 avec l'effondrement de certaines plateformes. La chute de l'écosystème Terra Luna en mai 2022 et la mise en liquidation de FTX, alors qu'elle occupait la troisième place sur le marché des cryptomonnaies dans le monde, ont accélérée la démarche de réglementation du marché des crypto-actifs. Le Conseil de stabilité financière vient d'annoncer, dans une note de travail un renforcement des normes entourant ce marché en pleine mutation. Entre l'investissement crypto et le trading, nombreux sont les particuliers qui ambitionnent de réaliser des bonnes opérations financières. Mais avant de se lancer dans cette aventure aussi hasardeuse et risquée il faudra connaître le cadre réglementaire de ce marché volatil et les nouvelles exigences pour obtenir le statut PSAN (Prestataires de Services sur Actifs Numériques).

ÉTAT DES LIEUX DU MARCHÉ DES CRYPTO-ACTIFS EN FRANCE

À l'heure actuelle, les plateformes d'échange de cryptos en France sont régies par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers), à travers deux catégories de sécurité : l'enregistrement du statut et l'agrément PSAN. Le premier outil est obligatoire pour débiter toute activité liée aux cryptomonnaies sur le territoire français alors que le deuxième reste encore optionnel. Dans le cadre de son activité, l'AMF a enregistré une soixantaine d'acteurs en vue de leur attribuer le



Après leur heure de gloire, les cryptomonnaies apparaissent dans la tourmente.

statut PSAN. Pourtant, aucun de ces crypto-investisseurs n'a encore réussi à obtenir l'agrément, constituant l'étape supérieure en termes de vérification. Lors d'une réunion de la commission mixte paritaire, le 9 février 2023, les députés et sénateurs français ont mis en place un accord pour codifier davantage l'encadrement des PSAN en France. Cette nouvelle réglementation repose sur un projet de loi dont l'objectif est d'harmoniser les mesures de renforcement à la législation européenne. Ce dispositif prévoit une procédure d'enregistrement plus stricte auprès de l'AMF. Cette dernière concerne toutes les demandes reçues à partir du 1^{er} juillet 2023.

UNE RÉGLEMENTATION PLUS RIGOREUSE À PARTIR DU 1ER JUILLET 2023

Les activités cryptos en France feront l'objet d'une nouvelle codification dès l'été 2023. Un renforcement qui concerne les investisseurs et les traders en France aussi bien qu'à l'échelle internationale. Ainsi, les acteurs désirant décrocher le statut PSAN devront remplir de nouveaux critères : avoir une cyber résilience et un système informatique sécurisé, respecter une charte de prévention des conflits d'intérêt et de contrôle interne. En d'autres termes «*établir une convention de dépôt*» pour dissocier les comptes clients des cryptos-actifs des prestataires. Dans cette perspective, l'AMF dispose d'un délai de 6 mois pour examiner les dossiers d'en-

registrement PSAN, ce qui sous-entend que le renforcement du cadre français ne sera opérationnel qu'à partir du 1^{er} janvier 2024.

LE NOUVEAU RÈGLEMENT EUROPÉEN MICA (MARKET IN CRYPTO ASSETS)

Il s'agit d'un encadrement européen des marchés de crypto-actifs qui a été adopté par le Parlement européen, en séance plénière, jeudi 20 avril 2023. De son côté, l'Autorité des marchés financiers (AMF) prépare la transition vers MiCA via la rédaction des textes d'application, ceux-ci devront être publiés par l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) avant l'entrée en vigueur du texte. Concrètement, le règlement européen sur les marchés de crypto-actifs («*Markets in Crypto-Assets*», dit MiCA) a pour but d'encadrer les crypto-actifs non-conformes aux réglementations européennes existantes en matière d'instruments et produits financiers. L'objectif étant d'établir un cadre réglementaire européen homogène visant à protéger les investisseurs. Pour l'AMF, c'est une véritable avancée du processus législatif européen qui permettra de développer la compétitivité des acteurs français et européens, en créant une législation harmonisée en Europe dont l'objectif est d'assurer une meilleure protection des acteurs du marché des crypto-actifs aussi bien en France qu'en Europe.

LR



d'
UNE IDÉE
à
SA RÉALISATION

1^{RE} BANQUE DES PME*

**BANQUE POPULAIRE
ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE**



la réussite est en vous

* Étude Kantar PME-PMI 2021 - Banques Populaires : 1^{re} banque des PME
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne - Société anonyme coopérative à capital variable - 3 rue François de Curel 57000 Metz -
356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. Crédit photo : Getty Images.



PARTENAIRE PREMIUM



FINANCEMENT PARTICIPATIF

Le crowdfunding, plus qu'une simple alternative ■

LEVIER AUJOURD'HUI BIEN CONNU DES PORTEURS DE PROJETS OU D'ENTREPRENEURS AGUERRIS SOUHAITANT BOUCLER UN TOUR DE TABLE DE FINANCEMENT, LE CROWDFUNDING (FINANCEMENT PARTICIPATIF) S'AFFICHE BEAUCOUP PLUS QU'UNE SIMPLE COLLECTE DE DONNS. S'IL EST BIEN MENÉ ET TRAVAILLÉ, IL RENFORCE L'INTÉRÊT D'UN PROJET DONC SON ÉLIGIBILITÉ AUPRÈS DE PARTENAIRES PUBLICS OU PRIVÉS DONT LES ORGANISMES BANCAIRES.



Près de 2,3 milliards d'euros ont été collectés l'an passé via le financement participatif (source : baromètre de l'association Financement participatif France (FPF)). Le crowdfunding est aujourd'hui entré dans les mœurs et l'utilisation des plateformes permettant la mise en œuvre de ce dispositif est de plus en plus courante dans l'écosystème entrepreneurial. Depuis 2015, ce mécanisme financier connaît une expansion continue et le nombre de dons collectés a été multiplié par quatorze en France. Objectif principal : trouver des investisseurs et par la même occasion permettre d'avoir les fonds nécessaires notamment pour faire passer un dossier de prêts auprès des organismes bancaires. Passant par des plateformes spécialisées, le soutien à un projet peut se faire via un simple don (donc sans contrepartie), un prêt rémunéré ou encore un investissement pur et dur. L'an dernier, les dons effectués sur les plateformes s'élevaient en moyenne à 82 €, les prêts rémunérés à 3 000 € et l'investissement en capital à 5 420 €. Avec ce dispositif, il est possible d'entrer au capital d'une entreprise sans être forcément un investisseur aguerri et aux reins plus que solides. «Le crowdfunding est devenu au fil du temps

un levier actionné par les porteurs de projets. Nous regardons de près ce que cette typologie de financement apporte notamment en termes de personnes intéressées pour investir dans un projet. Cela peut être un gage de viabilité du projet si bon nombre d'investisseurs sont présents et répondent à l'appel. Il est certain que cela peut jouer en termes de crédibilité et de solidité lors de l'étude d'une demande de crédits ou de financement», assure un responsable de clientèle professionnel d'une banque régionale.

DE L'ABONDEMENT PARTICIPATIF...

Jugé souvent comme un simple financement alternatif au réseau classique de financement, le crowdfunding apparaît véhiculé aujourd'hui une autre image, disons plus sérieuse, que celle de simple communauté de donateurs se retrouvant autour d'un projet répondant à leur appétence sociétale. «Trop souvent, le financement participatif se limite à la notion de dons mais pour qu'il soit réussi, il y a tout un travail d'accompagnement à mener des porteurs de projets sur la



D'après l'association Financement participatif France (FPF), près de 2,3 milliards d'euros ont été collectés l'an passé via le financement participatif.

mise en valeur de leur concept et sur la communication à l'externe. Une bonne campagne de crowdfunding prend du temps», assure Nicolas Matusiak, chef de projet d'Okoté (plateforme de financement de projets engagés lancé en septembre dernier par France Active Lorraine en Meurthe-et-Moselle). L'exemple de cette plateforme de financement de projets engagés dans le secteur de l'ESS (Économie sociale et solidaire) permet de voir l'appropriation réelle de cette typologie d'outils réservés auparavant aux seules plateformes spécialisées dans ce domaine. «Notre plateforme fonctionne sur le modèle d'abandonnement participatif : les dons des citoyens sont multipliés par les partenaires publics et privés qui s'engagent aux côtés des projets. Pour 1 € citoyen versé à un projet, une entreprise et une collectivité s'engagent à verser 1 €. Les dons sont multipliés par trois, un véritable effet levier pour les projets, pour la plupart en émergence», renchérit Nicolas Matusiak. Les porteurs de projets soutenus par cette plateforme de financement sont sélectionnés selon l'intérêt de leur concept ou produit et de sa viabilité sur le long terme. Une version fédératrice du crowdfunding mêlant citoyens, collectivités et entreprises pour mener des projets utiles à un territoire. Un impact sociétal de plus en plus regardé par les organismes bancaires, marque employeur et RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) obligent...

Emmanuel VARRIER

« Trop souvent, le financement participatif se limite à la notion de dons mais pour qu'il soit réussi, il y a tout un travail d'accompagnement à mener. Une bonne campagne de crowdfunding prend du temps. »

Crowdlending : la nouvelle tendance ■

Le crowdfunding, financement par la foule littéralement, c'est connu ! Le crowdlending, un peu moins. Cette forme de financement participatif recouvre des opérations de prêts à des PME et TPE souscrites par des particuliers mais pas seulement. Dans le cadre d'un financement par crowdlending, les porteurs de projets devront rembourser par la suite l'argent récolté. Des investisseurs institutionnels (à l'image des banques) peuvent participer à un financement via le crowdlending. Il peut prendre différentes formes : contrats de prêts ou encore émissions obligataires.



INVESTISSEMENT

Ainsi fonds, fonds, fonds... ■

LA LEVÉE DE FONDS, UN PASSAGE QUASI OBLIGÉ POUR LES PORTEURS DE PROJETS COMME POUR LES ENTREPRISES AGUERRIES. SI LA TENDANCE D'HIÉR ÉTAIT NOTAMMENT CENTRÉE SUR LA FAMEUSE SPHÈRE DE LA DEEPTCH (L'INNOVATION DE RUPTURE), LA PERFORMANCE DITE DURABLE À GRANDS COUPS DE TRANSITION EN TOUS GENRES S'APPARENTE AUJOURD'HUI COMME LA NOUVELLE NORME POUR BON NOMBRE DE FONDS D'INVESTISSEMENT.



«La suite de notre développement était conditionnée par une levée de fonds, les levées de fonds ont chuté de 82 % en moins d'un an (autant dire qu'il n'y en a presque plus) et ça n'a pas fonctionné pour nous. Quatre ans de ma vie qui partent en fumée pour des considérations spéculatives...» Témoignage aussi brutal, qu'émouvant mais surtout interrogatif d'un pilote d'une start-up meurthe-et-mosellane spécialisée dans l'accessibilité du gaming (jeux vidéo) pour les personnes en situation de handicap et au web. Un marché énorme ! Deux millions d'euros levés depuis son lancement en 2021, une croissance de plus de 1000 % en deux ans. Un tour de table était alors en cours mi-avril pour lever entre deux et quatre millions d'euros supplémentaires pour assurer son développement. Et puis, fin mai, «le clap de fin», comme l'assure son fondateur. Autant dire que l'univers des levées de fonds et des investisseurs peut, hélas, s'apparenter à un monde impitoyable. Les univers de la Deeptech, ces fameuses innovations de rupture, tant mis en avant il y a encore quelques mois, subissent de plein fouet une nouvelle orientation engagée d'une majorité d'investisseurs.

L'ATOUT PROXIMITÉ

La nouvelle marotte des fonds d'investissement ne semble plus avoir qu'un seul nom : la décarbonisation des PME, la transition écologique et énergétique et presque rien d'autre. Même le secteur de la santé apparaît rencontrer une baisse d'intérêt. Dans sa dernière étude



D'après plusieurs études, les levées de fonds sont en forte baisse dans l'Hexagone et les secteurs prisés hier apparaissent les premières victimes d'une nouvelle tendance centrée sur la recherche de la performance durable.

annuelle (parue fin mars), le réseau France Angels, spécialisé notamment dans le financement de l'amorçage, avoue «qu'une légère baisse des investissements dans les refinancements est enregistrée mais ils sont, dans les premiers tours, en légère progression, ce qui est très encourageant quant à la volonté des Business Angels de poursuivre leur soutien aux nouvelles entreprises même dans un contexte devenu plus difficile.» Répondre aux enjeux sociétaux guident naturellement les investisseurs mais le retour sur investissement (à plus ou moins long terme) demeure la variante principale. Sur les territoires, les différents fonds d'investissement de proximité affichent un autre ADN : celui de permettre aux PME et TPE de la région de poursuivre leur développement en surmontant notamment les aléas des fonds propres liés à

une conjoncture en dents de scie. Leur intérêt et mission est surtout basée sur les retombées économiques et sociales pour les territoires. Une notion de base qui apparaît aujourd'hui nécessaire à rappeler à certains investisseurs en quête uniquement d'une rentabilité rapide mais trop souvent brève et éphémère.

Emmanuel VARRIER

« Dans sa dernière étude annuelle, le réseau France Angels constate une légère baisse des investissements dans les refinancements. »

GROUPE
ILP 40 ans
capital investissement

Depuis 40 ans au services des entrepreneurs du territoire



ASSURANCE

Des primes d'assurance en hausse : un fardeau financier pour les entreprises ■

DANS UN MONDE EN CONSTANTE ÉVOLUTION, LES ENTREPRISES SONT CONFRONTÉES À UN DÉFI MAJEUR : LA GESTION DES RISQUES ET LA PROTECTION DE LEURS ACTIVITÉS. L'ASSURANCE JOUE UN RÔLE CRUCIAL DANS CETTE QUÊTE DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE, MAIS CES DERNIÈRES ANNÉES ONT ÉTÉ MARQUÉES PAR UNE TENDANCE ALARMANTE : LA HAUSSE CONTINUE DES PRIMES D'ASSURANCE POUR LES ENTREPRISES FRANÇAISES. AU FIL DU TEMPS, DIFFÉRENTS FACTEURS ONT CONTRIBUÉ À CETTE AUGMENTATION CONSTANTE, METTANT À L'ÉPREUVE LA RÉSILIENCE DES ENTREPRISES ET LES POUSSANT À REPENSER LEURS STRATÉGIES DE GESTION DES RISQUES.



© Adobe Stock

La hausse des primes d'assurance en France a été un défi constant pour les entreprises ces dernières années. Pendant cinq années consécutives, les renouvellements de contrats au mois de janvier ont été accompagnés d'une augmentation significative des tarifs. En 2023, les entreprises françaises ont dû faire face à des hausses de primes de 5 à 10 % en moyenne sur l'ensemble du marché, rendant les couvertures plus chères et plus limitées et ce après une hausse de 5 % en 2022.

COMMENT EXPLIQUER LA HAUSSE DES PRIX DES CONTRATS D'ASSURANCE POUR LES ENTREPRISES ?

Plusieurs facteurs ont contribué à cette tendance. Tout d'abord, l'inflation a joué un rôle majeur dans l'augmentation des coûts des dommages matériels causés par les tempêtes et les orages de grêle. Les assureurs ont dû faire face à des dépenses plus élevées pour indemniser ces dommages, ce qui s'est traduit par des primes

d'assurance plus élevées pour les entreprises. La guerre en Ukraine a également eu un impact sur les primes d'assurance en France. Les assureurs ont été confrontés à des risques accrus dans la région, ce qui a entraîné des coûts supplémentaires. De plus, les récentes annonces des réassureurs ont amplifié cette hausse de prix, poussant les assureurs à augmenter leurs tarifs pour maintenir leur rentabilité.

DES PRIMES D'ASSURANCE EN HAUSSE POUR CERTAINS, UN SOULAGEMENT POUR D'AUTRES

Certaines industries ont été plus durement touchées par cette augmentation des primes. Les groupes pharmaceutiques et les acteurs de l'agroalimentaire ont dû faire face à des risques sanitaires et juridiques accrus, ce qui a entraîné des hausses de tarifs bien supérieures à la moyenne. De même, les entreprises de traitement des déchets et de transformation du bois ont été confrontées à des risques accrus d'incendie, ce qui a

entraîné des augmentations significatives des primes. Cependant, toutes les entreprises n'ont pas été affectées de la même manière. Certains segments de marché ont connu une embellie grâce à une forte concurrence entre assureurs. Par exemple, la responsabilité civile des affrêteurs de cargos, des mandataires sociaux et des flottes automobiles d'entreprises ont bénéficié de capacités disponibles sans être touchés par l'inflation. Il convient de souligner que les entreprises françaises opérant en Russie, en Ukraine et en Biélorussie ont été confrontées à des défis supplémentaires en raison des sanctions occidentales. Les activités et les installations de ces groupes ont été exposées à un risque accru en raison de l'impossibilité de travailler avec des courtiers internationaux pour s'assurer auprès de compagnies locales.

RISQUES NUMÉRIQUES DES ENTREPRISES : UNE COUVERTURE INSUFFISANTE

Les risques cyber sont restés une préoccupation majeure pour les entreprises. Les attaques et les pannes numériques figurent parmi les trois principaux dangers à l'échelle mondiale, aux côtés du climat et de la géopolitique. Malgré l'arrêt de la baisse des capacités cyber des assureurs, la couverture reste insuffisante pour répondre aux besoins croissants des entreprises. En conclusion, bien que la hausse des primes d'assurance représente un défi de taille pour les entreprises françaises, il existe des moyens de faire face à cette réalité changeante. Une approche proactive de la gestion des risques, une collaboration étroite avec les assureurs et des investissements dans la prévention sont des éléments clés pour atténuer les impacts financiers et assurer la pérennité des entreprises.

FED



FINANCEMENT

L'accès au crédit bancaire demeure ouvert ■

POUR L'ESSENTIEL, LES ENTREPRISES EN FRANCE PARVIENNENT À OBTENIR LES CRÉDITS BANCAIRES QU'ELLES DEMANDENT, D'APRÈS L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT. ELLES FONT PREUVE DE RÉSILIENCE, MAIS LA SITUATION DES TPE EST PLUS PRÉOCCUPANTE.



Les taux restent élevés. En 2022, globalement, les entreprises ont accédé normalement au crédit bancaire, d'après le rapport annuel de l'Observatoire du financement. Ce dernier est présidé par le Médiateur national du crédit et regroupe des organisations représentatives des entreprises, du secteur financier, public et parapublic concernées. D'après l'étude, diffusée le 30 mai dernier, les crédits mobilisés par les entreprises ont augmenté de 7,4 % en un an, pour atteindre 1 331 milliards d'euros, en 2022. Toutefois, fin janvier 2023, la croissance des encours a ralenti pour atteindre un rythme annuel de 6,8 %. Par ailleurs, en 2022, cette croissance est très inégalement répartie selon la taille des entreprises : les montants pour les plus grandes ont augmenté de 14,9 %, ceux pour les ETI de 6,7 % et ceux pour les PME de 5,5 %. Quant aux TPE, l'encours de leurs crédits a augmenté de 7,2 % en 2022, pour atteindre 399,7 milliards d'euros. D'après l'Observatoire, globalement, les niveaux d'obtention des crédits d'investissement ou de trésorerie demeurent «très favorables» et ils sont plus élevés en France que dans le reste de l'Europe. Ainsi, au premier semestre 2022, 77 % des PME ont reçu la totalité du crédit qu'elles ont demandé, contre 62 % dans la zone Euro. Mais le panorama des demandes de crédit et de leur taux d'obtention par les différents types d'entreprises, au quatrième trimestre 2022, est plus contrasté. En effet, 6 % seulement des TPE ont réalisé une demande de crédit d'investissement, un taux stable, contre 21 % des PME, en augmentation d'un point, et 29 % des

ETI (+ 3 points). Les demandes ont été acceptées (pour au moins les trois quarts de la somme) à 90 % pour les TPE, 96 % pour les PME et à 98 % pour les ETI. Sur la même période, concernant les crédits de trésorerie, les demandes sont restées stables pour les trois types d'entreprises : 4 % pour les TPE, 6 % pour les PME et 8 % pour les ETI. Les taux d'obtentions sont plus bas que pour les crédits d'investissement : 78 % pour les TPE, 83 % pour les PME et de 94 % pour les ETI. «Le crédit de trésorerie des TPE constitue un point de vigilance», commente Frédéric Visnousky, Médiateur national du crédit à la Banque de France, lors d'un brief presse, le 30 mai.

LA NÉCESSITÉ D'ANTICIPER

Au-delà des chiffres de l'accès au crédit, l'Observatoire recense aussi d'autres données qui témoignent de la «résilience globale des entreprises», selon les termes de Frédéric Visnousky. En 2022, «La Médiation du crédit a été relativement peu sollicitée», constate le Médiateur. Par rapport à 2021, le nombre de saisines a diminué (2180 demandes contre 3937). Pour l'essentiel, les demandes émanent de TPE actives dans le domaine des services, et en second lieu, du commerce. La restructuration des PGE, Prêts garantis par l'État, fait l'objet d'environ un quart des dossiers. Par ailleurs, plus de 95 % des entreprises remboursent leurs PGE avec, fin 2022, environ 48 milliards d'euros de crédits remboursés sur les 143 milliards octroyés, selon la Banque de France. Autre tendance qui illustre cette résilience du tissu économique : en 2022, la création



D'après l'Observatoire du financement, les entreprises arrivent à obtenir des crédits bancaires

d'entreprises a atteint un pic (1 071 900), même si le rythme s'est ralenti avec une hausse de 2 % en 2022, après + 17 % en 2021. D'autres signes sont moins positifs : le nombre de radiations a augmenté de 11,6 % par rapport à 2021, pour atteindre 346 511 entreprises. Celui des défaillances aussi a augmenté pour atteindre 41 020, les plus petites entreprises étant principalement concernées. Ainsi, «notre message est celui de la nécessité d'anticiper et de se faire accompagner», explique Frédéric Visnousky. Les défis des transitions écologique et numérique s'imposent, en effet, à toutes les entreprises potentiellement fragilisées par la succession des crises, y compris aux plus petites, moins outillées. Une multitude de dispositifs gratuits de diagnostic existent qui peuvent les aider à faire le point sur leur situation, rappelle le Médiateur : Opale, proposé par la Banque de France, «Comment va ma boîte ?» des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), «Diag Express financier» de la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), «Diagnostic - CIP National» des experts-comptables et commissaires aux comptes, «Évaluez votre situation» d'Infogreffe ...

Anne DAUBRÉE

Christophe VINCENT - Anthony MOUREY

Agents généraux associés AXA

ASSURANCE DES ENTREPRISES ET DES PROFESSIONNELS

- Protection du dirigeant et des salariés
- Protection de l'activité



39 rue Charles de Foucauld
54000 NANCY
agence.vincentsancy@axa.fr
03 83 32 88 79
ORIAS 16 006 282 / 22 007 108





INVESTISSEMENT

Transition toute pour la Banque des Territoires ■

TRANSITION MAIS AU PLURIEL ! DÉVELOPPEMENT DURABLE, SOCIALE, ÉNERGÉTIQUE, LE TOUT DANS UN OBJECTIF DE LUTTER CONTRE LES FRACTURES TERRITORIALES, LE CAP EST DONNÉ POUR LA BANQUE DES TERRITOIRES GRAND EST. LA FILIALE DE LA CAISSE DE DÉPÔTS ENTEND NOTAMMENT RENFORCER SON ACCOMPAGNEMENT ET LE SOUTIEN À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.



«2023 sera une année de transition pour la Banque des Territoires au niveau de nos offres pour répondre aux besoins de nos clients en matière de rénovation énergétique et de transformation écologique.» C'était à la fin du mois d'avril à Nancy au siège de la Banque des Territoires, Magali Debatte, directrice régionale de la Banque des Territoires et son équipe affichaient le cap pris par cette filiale de la Caisse des dépôts spécialisée dans le conseil et le financement des collectivités locales, des organismes de logements sociaux, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Déjà l'an passé, les prémices de ces nouvelles orientations en matière de ciblage de projets étaient déjà palpables. Avec 647,4 M€ de prêts signés dans le Grand Est (249,862 M€ pour le périmètre lorrain dont 93,24 M€ pour la Meurthe-et-Moselle, 7,621 M€ pour la Meuse, 118,645 M€ pour la Moselle et 30,527 M€ pour les Vosges) et 145,5 M€ d'investissements en fonds propres (28,66 M€ pour le seul périmètre lorrain), la Banque des Territoires «s'est mobilisée pour répondre aux enjeux actuels de la région et accompagner les projets de tous les territoires qu'ils soient urbains, ruraux, de montagne, industriels, agricoles ou



La Banque des Territoires Grand Est, dirigée par Magali Debatte (au centre), accentue ses interventions dans les projets de transition écologique.

péri-urbains.» L'ADN demeure identique : apporter le plus rapidement possible des solutions adaptées aux besoins de tous les territoires, pour les accompagner notamment dans leur adaptation aux effets du changement climatique, tout en œuvrant au bénéfice de la cohésion sociale et territoriale.

MISSION PREMIÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Si le volet cohésion sociale et territoriale, via notamment les programmes Action Cœur de ville et Petites villes de demain, s'affiche toujours comme un des champs d'investigation de la banque, le volet de la transformation écologique apparaît être réellement le nouveau moteur de l'organisme bancaire étatique. L'offre Aquaprêt pour la problématique de l'eau, le GPI Ambre pour la rénovation thermique en passant par le MobiPrêt pour les mobi-

lités du quotidien ou encore le prêt Gaïa territorial pour la résorption des friches et la relocalisation d'actifs industriels, sont autant de leviers mis à la disposition des collectivités par la Banque des Territoires pour leur permettre de faire face aux enjeux sociétaux et environnementaux. Les projets «verts» sont aujourd'hui légion, la filiale de la Caisse des dépôts a investi l'an passé près de 93 M€ pour cette typologie de projets. Exemples : 2,6 M€ ont été investis dans le réseau de chaleur de Strasbourg Centre et 5 M€ dans la rénovation énergétique de Charleville-Mézières via le dispositif Intracting (une offre d'avance remboursable) tout comme des prêts pour le pôle multimodal de Haguenau ou encore la chaufferie biomasse du groupe scolaire de Cirey-sur-Vezouge. En Meurthe-et-Moselle, la Communauté de communes du Bassin de Pompey a obtenu 6,65 M€ d'avance pour financer ses travaux d'éclairage public. Le remboursement de l'avance s'opérera grâce aux économies d'énergie réalisées. Des offres de financement adaptées additionnées à une approche d'accompagnement et de conseil. «Notre mission première demeure l'intérêt général, le tout dans un objectif de cohésion sociale et territoriale.» Une lutte constante contre la fracture territoriale qui passe aujourd'hui par cette accentuation jugée nécessaire des moyens engagés dans les projets de transition écologique.

Emmanuel VARRIER

Banque des territoires à la loupe ■

Créée en 2018, la Banque des territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. L'organisme propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. La Banque des Territoires est déployée dans seize directions régionales et les trente-sept implantations territoriales de la Caisse des dépôts.



Ma
**MUTUELLE
ACORIS**
MET SES
Bons Plans
EN APPLICATION

 **DES RÉDUCTIONS
DANS
+ DE 150
ENSEIGNES**